# le pouvoir aux travailleurs

**mensuel trotskyste**

**UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES**

ISSN 0241 0494 Le 05 juin 2016 N° 423 PRIX : 0,60 Euro


## Côte d'Ivoire

# Le capitalisme : un système qu'il faut renverser


- **Sommaire au verso**

## sommaire


**Éditorial**

**Côte d'Ivoire** : Le capitalisme : un système qu'il faut renverser

*Page 3*

**Côte d'Ivoire :** Les classes pauvres entre la rapacité des exploiteurs et la répression de l'État

*Page 8*

**Tchad** : Le procès de l'ex-dictateur Habré à Dakar : Est-ce la fin du cinéma politico-judiciaire ?

**Page 10**

**Sénégal :** Les éboueurs injustement licenciés réclament leurs droits

**Page 11**

**Immigration :** Des immigrés luttent pour un foyer décent

Page 13

**France** : Tous ensemble contre les lois anti-ouvrières de Hollande, Valls et Gattaz



### Abonnement

**France** : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

**Autres pays : n**ous consulter

### Adresse

Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

### Site internet:

www.uatci.org


# Editorial



## Côte d'ivoire

### *LE CAPITALISME : UN SYSTÈME QU'IL FAUT RENVERSER !*

*Qui l'eut cru ? La famine a fait son apparition en Côte d'Ivoire, dans ce pays où il ne manque pourtant ni eau, ni terre à cultiver ! C'est d'autant plus révoltant que ce pays est le premier producteur mondial de cacao et de noix de cajou, par ailleurs, grand producteur d'hévéa, de palmier à l'huile, de café, de coton, banane douce et autres. Le Premier ministre se vantait même, il y a de cela quelques semaines, d'une production « en croissance de 31% » entre 2011 et 2015, en parlant de ces « cultures de rentes » cultivées pour enrichir les capitalistes de l'agro-industrie, à commencer par les multinationales basées aux États-Unis et en France. Selon ce monsieur, cette augmentation ne s'est pas faite au détriment des cultures vivrières qui auraient elles aussi effectué « un bond de 46% » durant cette même période ! Comment explique-t-il alors que la majorité de la population souffre aujourd'hui de faim ?*

*Même dans les villages autour de la ville de Yamoussoukro, en plein centre de la Côte d'Ivoire, les populations sont réduites à manger un seul repas tous les deux jours. Pourquoi ? Parce que leur production d'ignames n'a pas été bonne ? Et alors, elles doivent crever de faim à cause de cela ? Comment se fait-il qu'elles n'ont pas, non plus, les moyens financiers pour se ravitailler en victuailles dans la ville de Yamoussoukro, eux qui triment toute leur vie aux champs ?*

*À Abidjan, non plus, la situation n'est pas meilleure pour beaucoup de familles de travailleurs. Impossible d'acheter des produits vivriers comme l'igname, le manioc, la banane plantain, la tomate, l'aubergine, tellement les prix ont flambé, comme de tout le reste. Les salaires, eux, sont bloqués et ne permettent pas aux travailleurs de maintenir leur pouvoir d'achat déjà maigre.*

*Les centres commerciaux huppés et les marchés sont pourtant bien ravitaillés. Mais les pauvres qui constituent la grande majorité de la population n'ont pas les moyens d'acheter. La situation est si grave que même le gouvernement ne peut plus faire semblant d'ignorer cette réalité. Ainsi, ce problème de famine a été soulevé lors d'un récent conseil des ministres mais, évidemment, les solutions proposées pour résoudre le problème n'en sont pas. Et pour cause ! Le gouvernement ne veut pas toucher aux intérêts des riches !*

*Alors, il incrimine « le changement climatique », les « feux de brousse » ; « l'indisponibilité des semences » ; la « non maîtrise des circuits de commercialisations » ; un « problème d'encadrement des producteurs », etc. Comme chacun peut en juger, ce ne sont là que des explications partielles et même secondaires, pour ne pas dire fallacieuses !*

*Qu'il y ait eu un problème de pluviométrie, cela personne n'en doute. D'ailleurs, comment se fait-il qu'aucune mesure n'ait été prise pour le prévenir ? Pourquoi, ce serait donc maintenant aux pauvres d'en faire les frais ? Pourquoi les salaires ne sont pas relevés au rythme de l'inflation ? Pourquoi la production vivrière ne bénéficie-t-elle pas d'un système d'adduction d'eau, dans ce pays où l'eau ne manque pas ?*

*Dans la société capitaliste, les travailleurs sont des laissés-pour-compte. Ce sont pourtant eux qui produisent les richesses.*

*Ainsi, il n'y aurait pas un seul immeuble qui sortirait de terre sans le travail des ouvriers du bâtiment. Pas plus, qu'il n'y aurait d'écoles, d'hôpitaux, de transport en commun, sans les enseignants, les infirmiers, les aides-soignants et sans les chauffeurs de car et de bus. Et pourtant ce sont tous ces gens, sans le travail desquels il n'y aurait pas d'économie, qui constituent la grande majorité de la population, qui n'arrivent pas à se nourrir, à se soigner, à se loger correctement.*

*En attendant que les travailleurs soient en capacité de dégager les capitalistes de la direction de l'économie et de la société, ils peuvent les obliger, eux et leur gouvernement, à prendre des mesures dans le sens de leurs intérêts.*

# Côte d'Ivoire

## *LES CLASSES PAUVRES ENTRE LA RAPACITÉ DES EXPLOITEURS ET LA RÉPRESSION DE L'ÉTAT*

***Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits du forum que nous avons tenu le 15 Mai dernier, à la fête de Lutte Ouvrière (dans la région parisienne), sur la situation en Côte d'Ivoire.***

Ouattara, l'actuel président de la Côte d'Ivoire, est à son deuxième mandat. Il bénéficie d'une stabilité politique relative. Son principal adversaire politique (l'ex président Gbagbo) se trouve en prison à la Haye, son procès au Tribunal Pénal International est toujours en cours. Ses partisans du FPI ont du mal à trouver une cohésion et un leader de remplacement. Le procès de Simone Gbagbo est aussi actuellement en cours à Abidjan.

Ouattara n'arrête pas de se vanter que grâce à sa politique, l'économie ivoirienne a redécollé, que les affaires reprennent, que la croissance économique avoisinerait les deux chiffres et que la Côte d'Ivoire va devenir bientôt un pays « émergent »…

Des chefs d'entreprises, français en tête, affluent dans le pays. Dans ces conditions les affaires ne peuvent que bien aller pour les capitalistes. Mais pour les travailleurs et les classes pauvres en général, la

situation ne s'est guère améliorée. C'est la même misère qui continue. La croissance c'est seulement pour les riches.

***La situation de la classe ouvrière***

Les travailleurs subissent de plein fouet la généralisation de la précarisation de l'emploi. Dans les entreprises, les ouvriers ayant un CDI sont partout remplacés par des journaliers. Les vieux ouvriers, les malades, les accidentés du travail sont poussés vers la sortie et remplacés par des jeunes travailleurs dans la force de l'âge. La grande majorité des travailleurs sont de plus en plus des journaliers.

Selon les responsables de la CNPS (Caisse Nationale de Prévoyance Sociale), seulement 10 à 15 % des salariés sont immatriculés, autrement dit les autres travaillent au noir. La précarisation du travail ne fait qu'aggraver cette tendance. Dans plusieurs entreprises de la zone industrielle de Yopougon par exemple, les patrons font signer des contrats de 11 mois non renouvelables. Le chômage est tel que même pour décrocher ce type de contrats, les travailleurs sont obligés de soudoyer les petits chefs.

Dans certaines entreprises de manutention, les embauches se font au jour le jour. Les matins, à la porte de ces entreprises, c'est la bagarre pour se faire embaucher chaque jour. Ceux qui ont la chance de décrocher un petit job sont obligés de travailler dans des conditions éprouvantes et parfois très dangereuses. Les patrons se donnent de moins en moins la peine d'équiper les travailleurs en tenue de travail, gants, chaussures de sécurité, etc.

***Le nouveau Smig et les luttes pour l'imposer***

Le niveau des salaires des travailleurs est misérablement bas pour faire face au coût de la vie qui ne cesse de grimper. Dans la Fonction publique comme dans le privé, les salaires étaient bloqués depuis plusieurs années. Le Smic officiel n'avait pas bougé depuis la dévaluation du franc Cfa en 1994, qui l'avait divisée par deux.

Il y a deux ans, Ouattara a concédé à un rehaussement du Smic. Il est passé de l'équivalent de 55 euros à 90 euros par mois (36 000 Fr à 60 000 Fr CFA). Ce qui reste une misère pour une ville comme Abidjan où tout est cher pour les travailleurs. Cette somme suffit juste à payer le loyer d'un deux pièces dans un quartier populaire.

Pour les travailleurs ayant un contrat d'embauche, le gouvernement a aussi concédé une augmentation de 8 % sur le salaire de base. (Cela correspond à peu près 7 euros de plus par mois).

Mais entre ce qui est écrit dans les textes officiels et son application sur le terrain il y a parfois un fossé. Dans certaines entreprises, il a fallu que les travailleurs se bagarrent pour faire appliquer le nouveau barème des salaires et en même temps pour revendiquer des améliorations de leurs conditions de travail. Cela a été le cas chez SOFT DRINK, une succursale de PEPSI à la zone industrielle de Yopougon. Les travailleurs ont débrayé pour réclamer l'augmentation salariale de 8 % concédée par le gouvernement et que leur patron faisait mine d'ignorer. Suite à ce premier arrêt de travail, la direction a renvoyé tous les délégués au nombre de 19. Le patron croyait qu'il allait ainsi intimider les travailleurs mais il avait mal mesuré leur détermination car aussitôt, ils se sont remis en grève pour exiger la réintégration de leurs délégués et l'application immédiate de la nouvelle grille salariale ainsi que le paiement des arriérés qui en découlent. Après deux jours de grève, la direction s'est vue dans l'obligation de verser ce qu'elle leur devait.

***La répression contre les grévistes***

Certaines luttes des travailleurs sont violement réprimées par le gouvernement pour venir en aide aux exploiteurs. C'est ce qui s'est passé à la SUCAF, une usine importante de sucre de canne dans le nord du

pays. Les travailleurs se sont mis en grève contre le démembrement de leur entreprise car cela allait se traduire par la baisse immédiate des salaires. Ils ont aussi mis en avant d'autres revendications comme le payement des heures supplémentaires, l'amélioration des conditions de travail. Ils ont su dépasser l'esprit corporatiste et se lever comme un seul homme.

Devant l'ampleur de leur mobilisation, le patron a fait venir les gendarmes et ceux-ci ont fait usage de leurs armes en faisant deux morts et plusieurs blessés. Une dizaine de travailleurs ont été arrêtés et jetés en prison. Malgré cette répression violente, les travailleurs ont tenu tête pendant plusieurs jours.

Un autre exemple, à UTEXI, une usine de textile située au centre du pays, les travailleurs se sont mis en lutte pour réclamer de meilleurs salaires. La mobilisation était telle que leur patron qui se croyait tout permis a été obligé de céder à leurs revendications. Certes il y a eu le licenciement de certains meneurs, mais là encore les travailleurs ont fait la démonstration qu'ils sont capables lorsqu'ils sont en lutte, de faire reculer leurs exploiteurs.

***Dans le secteur du bâtiment***

*Ouvriers du bâtiment sur un chantier*

Le secteur du bâtiment et des travaux publics est en plein essor depuis quelques années. Il y a partout de grands chantiers où l'on construit des maisons à vendre, il y a aussi des travaux d'Etat comme les voiries, les bâtiments administratifs, les ponts, les châteaux d'eau et leurs canalisations. Ces travaux emploient plusieurs milliers de travailleurs à travers le pays. Mais cet essor ne profite pas vraiment aux travailleurs car les entreprises du BTP proposent toujours des contrats journaliers, avec des bas salaires même quand les travaux durent plusieurs années.

Là aussi les travailleurs mènent des luttes. Ils essayent de s'organiser pour revendiquer des améliorations de salaire et des conditions de travail de même que la déclaration à la CNPS. On peut citer l'exemple des travailleurs de SOROUBAT, une importante entreprise tunisienne de BTP. Elle emploie près de 700 travailleurs à travers ses différents chantiers en Côte d'Ivoire. La direction de cette entreprise, fort de sa connivence avec plusieurs membres haut placés de l'appareil d'Etat ivoirien, se croyait tout permis. Elle faisait signer des contrats bidon aux travailleurs et ne les déclarait pas à la caisse de retraite. Les heures supplémentaires n'étaient pas payées sans compter toute l'arrogance de ces gens vis-à-vis des travailleurs.

Au mois d'octobre dernier, il y a eu une importante grève qui a duré deux semaines. C'est la première fois que Soroubat est confronté à un tel mouvement depuis 2007, date de sa présence en Côte d'Ivoire. Malgré la présence des forces de l'ordre et des intimidations de toutes sortes, les travailleurs ont bloqué tous les chantiers, y compris le matériel de chantier c'est-à-dire les véhicules et les machines. Pour arriver à bout de ce mouvement, le patron a fait mettre en prison plusieurs grévistes, y compris un responsable syndical. Plusieurs représentants des grévistes ont été licenciés. Les travailleurs n'ont pas réussi à imposer leur réintégration mais ils ont néanmoins obtenu satisfactions sur certaines revendications comme la déclaration à la CNPS, l'augmentation de 9% sur le salaire de base, le respect de la date de la paie des salaires. Et c'est la tête haute qu'ils ont repris le

travail. Aujourd'hui, cette entreprise est obligée de revoir sa copie en matière de contrat d'embauche. La direction a peur que désormais une telle grève lui éclate de nouveau à la figure…

***Le casse-tête des transports en commun***

Faute de bus en nombre suffisant, le transport aussi est un véritable casse-tête. Se déplacer dans une ville comme Abidjan n'est pas chose facile. La société de transport public ne dispose pas suffisamment de bus pour répondre à la demande. Dans les années 90, alors que la population de cette ville était estimée à deux millions, La Sotra (entreprise publique de transport urbain) disposait d'un parc de 1000 bus. Aujourd'hui que la population abidjanaise est estimée à près de 6 millions d'habitants, cette même Sotra ne dispose plus que de 500 bus environ. L'Etat a quasiment abandonné ce service pour laisser de plus en plus la place au transport en commun privé. Mais les tarifs sont élevés du fait que pour aller d'un point à un autre on est parfois obligé de prendre plusieurs fois ces véhicules privés. De plus, ils sont le plus souvent en mauvais état.

Il y a de plus en plus de travailleurs qui ne rentrent pas chez eux en semaine ; ils se débrouillent pour dormir sur le lieu de travail afin d'économiser le prix du transport et ils ne rentrent que le week-end. Certains font de l'auto-stop. D'autres marchent plusieurs kilomètres pour aller au boulot.

***La chasse aux pauvres***

Avec le bas niveau des salaires actuels, les travailleurs sont obligés d'habiter dans des bidonvilles. Mais de plus en plus ces quartiers sont dans le collimateur des promoteurs immobiliers. Cette année le gouvernement a procédé à la destruction de plusieurs de ces quartiers, ce sont les fameuses « opérations de déguerpissement ». Les bulldozers rasent ces quartiers sous la surveillance d'un important dispositif de force de répression. Les gens sont chassés manu militari de leurs habitations. Ce fut le cas tout dernièrement dans le quartier Riviéra 9 Kilo (Anono-Baoulé) où les plus anciens habitants étaient là depuis 1930. Il y en a eu aussi à Yopougon-Doukouré, etc.

Du jour au lendemain, des milliers de familles pauvres se retrouvent à la rue et sont obligées d'aller habiter dans des quartiers plus éloignés à la périphérie d'Abidjan, là où leur misère n'est pas visible aux yeux des riches. Ces terrains ainsi dégagés sont mis à la disposition de ces rapaces de l'immobilier.

On chasse les pauvres de leurs lieux d'habitations précaires mais on les chasse aussi des trottoirs de la ville. C'est le cas de ceux qui, victimes du chômage, sont réduits à se débrouiller sur les trottoirs pour y pratiquer diverses activités dites informelles pour survivre. Dans le quartier situé le long de la route du Zoo, de nombreux ateliers d'artisans et des échoppes de petites vendeuses ont été démolis sans pour autant que les pouvoirs publiques leur trouvent un autre site. Des centaines de petites gens perdent ainsi leur gagne-pain.

***Le problème récurrent des coupures d'eau et d'électricité***

Les quartiers pauvres sont aussi en proie à une grave pénurie d'eau potable et cela depuis plusieurs mois. Récemment à Yopougon, les femmes excédées par l'incurie des autorités ont manifesté pour se faire entendre. Elles ont bloqué l'autoroute du nord pendant plusieurs heures. Les autorités leur ont envoyé des forces de répressions. Ces derniers ont fait usage de gaz lacrymogène et de matraque pour disperser la manifestation. Mais par leur mobilisation, elles ont attiré l'attention des autorités sur leur sort.

Les coupures de courant sont aussi monnaie courante dans les quartiers populaires. Et le gouvernement n'a pas trouvé

autre chose que d'augmenter le prix de l'électricité. Ainsi, certains se sont retrouvés avec des factures qui ont triplé. Face à la montée de l'indignation et de la grogne, Ouattara a dû reculer. Dans son discours du premier mai, il a annoncé l'annulation de l'augmentation, tout en faisant semblant de ne pas être au courant de cette situation.

***L'insécurité dans les quartiers populaires***

L'insécurité grandissante dans les quartiers populaires est aussi un grave problème. En plus des braquages, agressions et vols en tous genres, il y a maintenant le phénomène grandissant des « microbes » (c'est le nom qui est donné à ces bandes d'adolescents qui agressent les gens et les dépouillent). Récemment à Abobo, trois jours durant, les habitants ont fait les frais d'une attaque de ces « microbes » sans que les forces de sécurité ne daignent intervenir. C'est la même chose à Yopougon où les attaques ont coûté la vie à deux personnes. Dans beaucoup de cas, c'est la population elle-même qui assure sa propre sécurité.

La grande pauvreté et le chômage sont un terreau fertile à cette insécurité. Il faudra plus que des mesures sécuritaires pour y remédier mais là-dessus comme dans d'autres domaines il n'y a rien à attendre des autorités.

***Exploitation des paysans dans les campagnes***

Dans les campagnes, des petits paysans ont aussi subi la répression gouvernementale. A Assuéfry, une localité de l'est de la côte d'Ivoire (frontière Côte d'Ivoire-Ghana), il y a eu une révolte de paysans de la région contre la confiscation de plusieurs tonnes de leurs noix de cajou. La Côte d'Ivoire est un grand producteur de ce produit mais le prix d'achat aux paysans y est plus bas (entre 250 F et 350 F le kilo) qu'au Ghana (550 F le kilo). Naturellement donc c'est vers ce pays frontalier que les paysans de la région ont tendance à aller vendre leur production.

*Ouvrières dans une usine de transformation de noix de cajou à Dabakala, en Côte d'Ivoire*

Cette situation est récurrente dans les zones frontalières. Les différences entre les prix d'un pays à l'autre poussent les paysans à faire passer leurs produits là où les prix sont meilleurs. Et c'est par la répression que le gouvernement ivoirien et la bourgeoisie qu'il sert, obligent les paysans ivoiriens à leur brader les produits de leur labeur, quitte à tuer comme ce fut le cas à Assuéfry. Le bilan de ces affrontements entre les paysans et l'armée est officiellement de 4 morts et plusieurs blessés.

***Résurgence d'affrontements inter communautaires ?***

On a assisté aussi ces dernier temps à un certain nombre de cas de conflits intercommunautaires. Les 24, 25 et 26 Mars dernier, de violents affrontements ont eu lieu à Bouna, ville d'environ 50.000 habitants, située au Nord-est de la Côte d'Ivoire. Il y a eu plus de 30 morts et plusieurs blessés. 2000 personnes se sont réfugiées dans le camp onusien de la ville et environ 2000 autres ont trouvé refuge dans les villes frontalières au Burkina Faso, sans compter les dégâts matériels. Ce conflit a commencé par des heurts entre agriculteurs et éleveurs de la région.

Ce genre de frictions entre cultivateurs et pasteurs émaillent la vie des campagnes. Très souvent cela se règle à l'amiable sous l'arbre à palabre, parfois par

quelques dédommagements symboliques. Mais cette fois-ci les ambitions des cadres de la région, en vue des joutes électorales (législatives, conseil général et municipale) à venir, ont vite fait de faire dégénérer les querelles entre deux groupes, en affrontement généralisé.

Et comme c'est toujours le cas quand il s'agit de tuerie de pauvres, la présence d'un cantonnement de l'ONU, d'un camp militaire et de force de police et de gendarmerie n'a pas servi à grande chose pour venir au secours des populations.

Aujourd'hui, une fois que le massacre a eu lieu, les politiciens au pouvoir, s'agitent dans tous les sens pour apporter leur «compassion» hypocrites et prétendent « réconcilier » les populations en conflits. Ce sont des assassins qui jouent au pompier après l'incendie.

On ne peut pas encore affirmer qu'il y a une résurgence de la barbarie ethnique en Côte d'ivoire, mais les politiciens assoiffés de pouvoir sont capables de rallumer les conflits à tout moment pour assouvir leurs ambitions.

***Construire un parti communiste révolutionnaire en Côte d'Ivoire***

Voilà donc un peu la situation des classes populaires dans ce pays. L'émergence économique et la croissance à deux chiffres ce ne sont ni pour les travailleurs des villes ni pour les petits paysans. Pour tous ceux-là c'est la misère qui continue.

Les quelques exemples de luttes des travailleurs dans les usines comme dans les chantiers montrent qu'il y a une réelle colère. Ils ont le courage de faire des grèves malgré la menace de licenciement et la répression.

Lorsque nos camarades sont impliqués directement ou indirectement dans certaines de ces luttes, ils essaient de faire ce que tout militant communiste révolutionnaire a à faire : aider les travailleurs à mieux s'organiser, à défendre l'idée que tout ce qui les divise (le corporatisme, l'ethnisme et bien d'autres tares de la société capitaliste) est à combattre dans leurs rangs. Nous essayons de faire connaitre les idées communistes aux travailleurs. Et nous pouvons assurer que bien de travailleurs sont réceptifs à ces idées. En tout cas, trouver des militants ouvriers pour défendre les idées communistes révolutionnaires est possible. Cela ne peut que nous réconforter dans la tache de construire en Côte d'Ivoire un véritable parti communiste révolutionnaire.

# Tchad

## *PROCÈS DE L'EX-DICTATEUR TCHADIEN À DAKAR EST-CE LA FIN DU CINÉMA POLITICO-JUDICIAIRE ?*

Le cinéma politico-judiciaire fait autour du procès de l'ex-président-dictateur du Tchad Hissen Habré va-t-il enfin trouver une issue ? En tout cas, le 30 mai dernier il a été condamné à Dakar par le « tribunal spécial africain » à la prison à perpétuité pour crimes contre l'humanité, crimes de guerre et viols.

Pour en arriver là, les plaignants ont surmonté bien des obstacles. Leur quête a commencé dès 1990 avec la fuite de Habré du Tchad. C'est le gouvernement français qui a demandé à Abdou Diouf de lui accorder l'asile politique au Sénégal.

Mais son procès traînait en longueur. Tantôt on disait que le Sénégal n'était pas

habilité à juger Habré, les crimes ayant eu lieu dans un autre pays ou qu'il manquait d'argent (27,5 millions d'euros) pour organiser le procès. Tantôt on disait qu'il fallait l'extrader vers le Tchad où le 15 août 2008, il fut condamné à mort par contumace pour crimes contre l'humanité suite à une « Commission d'enquête » nationale. Or Deby, le président actuel, était le bras droit et l'exécuteur des basses œuvres de son ancien maître Habré. Ironie du sort, il n'a pas osé demander son extradition de peur d'être lui-même éclaboussé par des révélations des témoins. Il était aussi question de l'extrader vers la Belgique où des victimes avaient porté plainte en 2003.

Puis coup de théâtre : l'Union Africaine décida en juillet 2006 que le procès se tiendrait à Dakar alors que pendant des années les dictateurs de cette organisation s'opposaient à ce que l'un des leurs – même déchu – puisse être traîné devant les tribunaux. Ils craignaient de subir le même sort s'ils perdaient un jour le pouvoir.

À l'annonce de cette condamnation de l'ex-dictateur tchadien, la joie a éclaté à Dakar mais surtout à Ndjaména parmi les victimes et les parents et amis des victimes. C'est le soulagement : « Enfin la justice a triomphé » ou «Le bourreau a été puni » clame-t-on.

C'est en 1982 que Hissen Habré et ses Forces armées du Nord (FAN) renversèrent le dictateur Goukoni Oueddei, au pouvoir depuis 1979. Idriss Déby, alors Commandant en chef des FAN, devint Conseiller de Habré pour la Défense et la sécurité. Après une tentative de coup d'État manqué contre Habré en avril 1989, Déby se réfugia au Soudan où il créa le Mouvement patriotique du salut (MPS). Il remporta des victoires contre les FAN et progressa vers la capitale. Fin novembre 1990, Deby prit le pouvoir à Ndjaména avec le consentement du gouvernement français, et obligea son ancien compagnon de lutte à quitter le pays. Habré se réfugia d'abord au Cameroun voisin puis à Dakar. Depuis il vit sans inquiétude dans le luxe de son palais. Il fait même des affaires et entretient une suite nombreuse de Tchadiens qui l'ont suivi dans son exil doré grâce à des millions de francs CFA détournés des caisses de l'État.

Selon un bilan officiel, la répression contre les opposants et tous ceux qui n'étaient pas d'accord avec son régime dictatorial avait fait 40.000 morts et de nombreuses personnes rescapées portent encore les stigmates des tortures subies dans les locaux de la Direction de la documentation et de la sécurité (DDS), la police politique dirigée par Habré en personne. Des femmes y étaient violées par les nervis du régime ; une victime qui a témoigné à Dakar a accusé l'ex-dictateur Habré de l'avoir violée. Dans le sud du pays une répression sanglante s'abattit en 1984 contre les « Codos », groupes de rebelles hostiles au régime de Ndjaména. Cette répression n'avait pas épargné les populations civiles.

Pendant son règne répressif, Habré bénéficiait du soutien actif du gouvernement français. Des instructeurs militaires de l'« Opération Manta » ou de l'« Opération Epervier » entraînaient des éléments de Habré. Quant au gouvernement américain, il lui apportait de l'aide militaire et mettait des agents de la CIA à son service. Sous prétexte de barrer la route à Kadhafi qui avait des visées sur une partie du nord du Tchad riche en pétrole; sous prétexte de contenir les actions des terroristes que Kadhafi finançait, ils avaient soutenu à bout de bras le régime de Habré.

Aujourd'hui, quand de hauts dirigeants français comme Jean Christophe Mitterrand qui, après Guy Penne, dirigeait la « *Cellule Afrique* » de l'Elysée à partir de 1986, affirme qu'il n'était pas au courant des crimes de Habré, c'est un gros mensonge. Quant à l'ex-ambassadeur de France à Ndjaména, il écrivait : « *En 1984 j'ai refusé de couvrir ces violences dans le Sud et décidé d'alerter Paris* ».

*Dans ce procès, un sous-fifre a été condamné mais beaucoup de ses complices vivent en toute liberté à Ndjaména, en France ou ailleurs dans le monde. À 73 ans, Habré finira peut être ses vieux jours en prison, une prison dorée. Mais la politique de l'impérialisme français demeure la même : sauvegarder les intérêts de ses capitalistes au Tchad quitte à soutenir des dictateurs vomis par leur peuple.*

# Sénégal

## *LES ÉBOUEURS INJUSTEMENT LICENCIÉS RÉCLAMENT LEURS DROITS*

Incapable de gérer lui-même le traitement de déchets dans sa capitale, l'Etat sénégalais a signé (sous le régime d'Abdoulaye Wade) un contrat avec la Société AMA-International pour s'occuper du ramassage des ordures. Mais en 2006, cette société a rompu le contrat et a jeté à la rue ses 1864 agents. En janvier 2007 un protocole d'accord est signé entre AMA et l'Etat sénégalais, dans lequel ce dernier s'engage à éponger le passif d'AMA, notamment sa dette sociale et les arriérés de salaire des employés licenciés.

Mais près de dix années après leur licenciement, 327 anciens salariés d'AMA n'ont encore rien perçu. Ils réclament régulièrement à l'Etat sénégalais d'honorer ses engagements mais celui-ci fait la sourde oreille. Ils ont mené plusieurs actions pour se faire entendre mais les autorités les ignorent. Fatigués de ne pas être entendus, ils ont aussi mené des grèves de la faim. C'est ainsi que l'année dernière, après plusieurs jours de grève de la faim, ils ont obtenu la visite d'un« envoyé spécial » du président Macky Sall. Celui-ci s'est engagé à régler le payement des arriérés de salaire et des indemnités compensatoires.

Un an après cet engagement, les travailleurs attendent toujours le début du payement, en vain. C'est pour cela qu'ils ont de nouveau décidé de se mettre en grève de la faim jusqu'à ce que l'Etat honore enfin ses engagements. Certains d'entre eux ont été hospitalisés après quelques jours de jeûne. D'autres sont malades et les médecins sont inquiets à leur sujet. Mais selon le porte-parole de ces ex-éboueurs, ils sont prêts à risquer leur vie pour obtenir leurs droits.

Dans cette société capitaliste, les travailleurs sont considérés comme des esclaves. Ils doivent travailler sans broncher et accepter n'importe quelles conditions. Mais à force d'écraser les travailleurs et de les considérer comme du bétail, les capitalistes et les Etats qui sont à leur service finiront par récolter les fruits de la colère des exploités.

Les prolétaires n'ont pas de patrie

# France



### *TOUS ENSEMBLE CONTRE LES LOIS ANTI-OUVRIÈRES DE HOLLANDE, VALLS ET GATTAZ !*

Malgré les discours d'intimidation prononcés par Manuel Valls à l'encontre des manifestants et des grévistes, malgré la propagande mensongère du gouvernement, relayée par la télé et les grands médias proches du patronat et du gouvernement, la mobilisation contre la loi El Khomri ne faiblit pas. Cela fait près de trois mois qu'elle a commencé et elle rassemble toujours plusieurs centaines de milliers de manifestant à travers de nombreuses grandes villes du pays.

Des grèves dans certains secteurs d'activités (transport routier, raffinerie de pétrole, chemin de fer, aéroports, etc.), ont montré que les travailleurs sont en colère et qu'ils sont déterminés à combattre les lois anti-ouvrières que Hollande, Valls et Gattaz veulent imposer à l'ensemble du monde du travail. Des nouvelles grèves sont annoncées pour les prochains jours et vont toucher, la RATP et la SNCF, les Ports, etc.

Le patronat et le gouvernement à son service cherchent à discréditer les grévistes et à les opposer au reste de la population en les accusant de prendre la population en otage, mais malgré toutes leurs tentatives ils n'ont pas réussi jusqu'ici à casser la solidarité qui existe entre les grévistes et le reste du monde du travail.

Une nouvelle manifestation nationale est annoncée pour le mardi 14 Juin, à Paris, à l'appel des confédérations syndicales opposées au projet de loi El Khomri. Tous les travailleurs et les chômeurs sont concernés par la mobilisation contre les attaques anti-ouvrières du gouvernement. La seule manière de les stopper c'est par la grève et par la mobilisation de rue. Alors, soyons nombreux à manifester pour exprimer notre colère ce jour-là ainsi que lors des prochaines autres journées d'action !

# Immigration

### *DES IMMIGRÉS LUTTENT POUR UN FOYER DÉCENT*

Des travailleurs maghrébins ont manifesté le 27 mai à Gennevilliers pour exiger un foyer décent. En effet ils vivent dans un vieux bâtiment insalubre de 350 chambres rue Brenu géré par Adoma. Il est prévu qu'il soit démoli d'ici 2020. Il est aussi prévu que deux foyers ouvriront dans le même quartier pour les accueillir dont un serait prêt pour ce début du mois de juin.

Le problème c'est que dans ce nouveau foyer, le loyer serait de 400 euros alors que dans l'ancien, les résidents payaient 266 euros. Les résidents, des chibanis (en arabe « les vieux hommes ») pour la plupart des retraités, n'ont pas les moyens de payer un tel loyer. Souvent ils retournent chez eux au Maroc. Leur maigre retraite ne leur permet pas de payer si cher.

Le fait que des travailleurs immigrés retraités retournent chez eux et reviennent souvent en France, n'est pas une nouveauté et les responsables des sociétés chargées de l'hébergement des travailleurs immigrés come Adoma le savent très bien mais elles

ne tiennent pas compte des besoins des résidents.

A Montreuil, quand les travailleurs immigrés qui vivaient dans un foyer insalubre, rue du Centenaire, ont réussi par la lutte à imposer la construction d'un nouveau foyer ils ont aussi imposé que les retraités aient à leur disposition des chambres à loyer modéré dans le nouveau foyer à chaque fois qu'ils reviendraient en France.

Certes ceux de Montreuil ont dû lutter avec ténacité pendant des années pour obliger l'administration à tenir compte de leur situation.

Les chibanis de Gennevilliers ont raison de lutter pour exiger des loyers acceptables.

# Immigration

### *HÉBERGEMENT DES MIGRANTS DANS PARIS : QUE DES PROMESSES !*

La maire de Paris, Anne Hidalgo, a annoncé le 31 mars, lors d'une conférence de presse que : « Nous ne pouvons plus accepter la situation humanitaire et sanitaire des campements de fortune qui se développent dans Paris ». Au même moment, des centaines de migrants étaient abrités sous des bâches et des tentes dans le 18ème arrondissement depuis des semaines.

Elle paraissait indignée de la situation des migrants. On aurait dit qu'elle partait en guerre pour résoudre le problème et « œuvrer à la hauteur de la France ». Elle a signalé qu'elle disposait de plusieurs terrains dans le « nord de Paris » sur lesquels pouvait être construit un camp humanitaire. Pour ce faire, le maire du 18ème arrondissement est parti à Dunkerque, à la Grande-Synthe, pour voir comment les responsables de cette commune ont résolu le cas d'une partie de la « jungle » de Calais. Certes, à la Grande-Synthe, ils ont pu ouvrir un camp et accueillir 1500 migrants, ce qui a permis de les sortir de la boue et des difficultés des camps étalés dans la nature. En réalité, ils ont construit des petites cabanes de 7 mètres carrés avec des sanitaires, en fait, des locaux pour juste s'abriter des intempéries avec quelques commodités pour l'hygiène. Ce n'est pas du tout une construction en dur avec un confort pour la vie en famille ou en communauté. C'est une fausse solution. Le cas de la Grande-Synthe en est un exemple flagrant.

Et quand la maire de Paris veut s'en inspirer, elle fait de grands discours en faisant semblant de mettre le gouvernement français au pied du mur mais ne propose que des solutions d'attente et non des vrais logements pour ces populations en détresse.

Comme ceux qui sont au pouvoir, elle fait des promesses grandiloquentes pour ne proposer au final que des pseudo-solutions non viables. Tous ceux qui nous dirigent agissent ainsi : des promesses et non des actes pour résoudre les problèmes des pauvres.

## *DES COMITÉS ANTI-ÉTRANGERS AGISSENT EN TOUTE IMPUNITÉ*

Depuis plusieurs mois, dans l'île de Mayotte (qui est passée du statut de « territoire français » à celui de « département français » en 2011), des individus organisés en collectifs, font le tour des villages pour mener la chasse aux étrangers, essentiellement des ressortissants originaires des îles Comores voisines. Ils exercent la violence physique contre eux et détruisent leurs habitations précaires. Ces dernières semaines, ces agissements se sont multipliés, sans doute encouragés par le laisser faire des autorités. Autour de 800 victimes, des gens pauvres et vulnérables, ont dû fuir la furie des xénophobes et rejoindre la place de la République à Mamoudzou la capitale, qui fait office de camp de réfugiés. Les pouvoirs publiques ont fait encercler cette place, sans se préoccuper de mettre la moindre structure sanitaire à la disposition de ces personnes qui, vieillards ou bébés, dorment la nuit sans couverture et à même le sol en attendant leur expulsion hors de l'île.

Mayotte est un département dans lequel une grande partie de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. En octobre/novembre 2011, des émeutes contre la cherté de la vie à commencer par les denrées de base (aliments, gaz, ciment, sable, etc.) ont éclaté et duré 45 jours. Le calme n'est revenu qu'à l'issue des négociations qui ont débouché sur un accord dans lequel les patrons de la grande distribution s'engageaient à indexer les tarifs de onze produits indispensables, sur ceux pratiqués à la Réunion, autre département français dans l'océan Indien.

Mayotte manque cruellement d'infrastructures. Les services hospitaliers sont insuffisants pour soigner la population. Dans les établissements scolaires des quartiers pauvres des villes et dans ceux des villages, les salles de classes sont surchargées et les structures sanitaires lorsqu'elles existent, sont comparables à celles des pays sous-développés. Beaucoup d'enseignants sont confrontés à la situation de misère des parents car de nombreux enfants ont faim et ne peuvent pas de ce fait être réceptifs à l'instruction.

Mais tous les secteurs dépendant de l'Etat ne sont pas délaissés puisque par exemple la gendarmerie et la police des frontières bénéficient de moyens techniques sophistiqués pour traquer les frêles embarcations empruntées par les migrants. De ce fait, ceux-ci sont obligés d'effectuer pendant la nuit des traversées de plus en plus périlleuses pour essayer d'échapper à l'enfer qu'ils vivent dans les îles voisines (Anjouan est à 60 km) pauvres et sous la coupe de potentats locaux qui y dominent en maîtres depuis la fin de la colonisation.

*Au début de la grève générale en Mayotte en mars 2016*

En 2013 les travailleurs mahorais ont dû mener des luttes pour bénéficier des rémunérations comparables à celles pratiquées à la Réunion. Les patrons ainsi que l'Etat situé à 8000 km de là, ont accordé quelques augmentations et promis que des ajustements se feront progressivement. Malgré les difficultés de fin de mois et malgré le poids du chômage qui pèse lourd sur les familles ouvrières, les salariés de Mayotte ne baissent pas les bras puisque les mouvements actuels de lutte, en métropole contre la réforme des lois sur le travail, ont leur prolongement là-bas sous forme de grèves et de mobilisations diverses.

Malgré les incitations à la haine anti étrangers, toute la population ne hurle pas avec les loups. Bien au contraire de nombreuses personnes font preuve de solidarité envers les immigrés ne serait-ce qu'en leur apportant de la nourriture, des couvertures, du lait etc.. En cette période de montée de l'intolérance, c'est l'existence de tels élans ainsi que la lutte des classes pauvres pour un mieux-être, qui peuvent constituer une orientation à tous ceux qui en ont marre de cette société-là.